

M. DECOSMOS.—Avant que les résolutions ne soient adoptées, je désire traiter un ou deux points mentionnés dans le discours du trône. Les députés qui ont proposé et secondé l'adoption de l'adresse, en parlant de la part qu'a prise le Canada à l'Exposition de Philadelphie, auraient dû l'attribuer au Canada et à la Colombie-Britannique, car la Colombie-Britannique a déjà été traitée d'une telle façon que cette distinction est justifiable.

Une voix — La province n'a pas encore fait acte de séparation.

M. DECOSMOS — Peu de jours ou de semaines s'écouleront avant que la législature de la province demande au parlement impérial, qui a uni la Colombie-Britannique au Canada, de séparer cette province de la Confédération, si le gouvernement n'est pas disposé à mettre à exécution l'entreprise que le Canada a promis de mener à bonne fin. Lorsque l'on sait que la province est entrée dans la Confédération en 1872, qu'avant l'adoption de l'Acte d'Union le gouvernement d'alors envoya des arpenteurs dans la province afin de commencer les explorations nécessaires pour mettre à exécution les travaux mentionnés dans l'Acte d'Union ; que dans l'été de 1873, une certaine ligne fut adoptée comme la ligne du chemin de fer du Pacifique ; que dans l'automne de la même année, le parti de l'administration actuelle monta au pouvoir ; que le gouvernement n'avait pas encore commencé le chemin de fer, quoique beaucoup de temps se fût déjà écoulé ; que le gouvernement alla supplier la province de lui accorder de nouvelles conditions ; que lorsque la proposition de l'envoyé eut été refusée, le gouvernement s'entendit avec Lord Carnarvon pour commencer la construction du chemin de fer ; que le gouvernement n'a rien fait pour mettre à effet cet arrangement ; qu'un noble personnage a été envoyé à la Colombie-Britannique pour offrir à la province, comme l'a dit le *Standard* de Londres, "cinquante cents dans la piastre," il est évident que le gouvernement n'a pas agi d'une manière loyale.

Je suis prêt à prouver devant un comité de cette Chambre que le passage du discours qui concerne le chemin de fer du Pacifique, est dénué de fondement, me basant sur les paroles

M. MACKENZIE.

de l'ingénieur en chef qui a visité la province.

Je n'aurais probablement pas interrompu le cours ordinaire des délibérations lorsque la réponse au discours du trône est l'objet de la discussion, si je ne me fusse souvenu d'une dépêche envoyée par le premier ministre et ses collègues au gouvernement anglais, dans laquelle il était dit que les députés de la Colombie-Britannique ne s'étaient jamais opposés à l'insertion de l'article relatif aux impôts dans la loi de 1874. Je saisis cette occasion pour dénoncer une pareille conduite, afin que le gouvernement ne puisse plus envoyer des dépêches en Angleterre, énonçant que les représentants de la Colombie-Britannique n'ont pas relevé cette assertion que comportait la réponse au discours du trône. La véritable route du Pacifique a déjà été localisée. Le discours du trône dit qu'il "a été impossible de compléter la localisation de la ligne, et que Son Excellence a été obligée, en conséquence, de différer la demande de soumissions pour sa construction, aux conditions indiquées dans l'acte de 1874." Eh ! bien, on trouve dans le rapport des explorations du chemin de fer, dans la région ouest ou montagneuse, par M. Marcus Smith, la déclaration suivante :

"Toutes les explorations projetées pour la saison ont été terminées et nous en donnons les détails suivants :

"1. Depuis la limite provinciale, au sommet de la Passe de la Tête-Jaune, dans les Montagnes Rocheuses, la ligne a été complètement localisée, mais temporairement, jusqu'au havre Waddington, à la tête de Butte Inlet, distance de 646 milles."

Cet extrait de ce rapport est une réfutation directe de l'assertion contenue dans le discours du trône. Une ligne a été proposée par les honorables messieurs de l'Opposition lorsqu'ils étaient au pouvoir ; une ligne a été proposée par la premier ministre lorsqu'il délégua M. Edgar à la Colombie-Britannique, et lorsqu'il prit des mesures, en 1874, pour commencer la construction du chemin en dépensant un million et demi annuellement sur la ligne principale. Trois ans se sont écoulés depuis, et le discours du trône nous dit qu'il n'a pas été possible de compléter la localisation de la ligne. L'honorable chef du gouvernement a constaté, cependant, qu'il était facile et opportun